



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 05/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FUJI SEAL FRANCE SAS

77 route de Luxeuil
BP 31

70220 Fougerolles-Saint-Valbert

Références : UID257090/SPR/BB/ 2025 - 1128A
Code AIOT : 0005901149

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2025 dans l'établissement FUJI SEAL FRANCE SAS implanté 77 route de Luxeuil BP 31 70220 Fougerolles-Saint-Valbert. L'inspection a été annoncée le 02/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des ICPE. Elle visait en particulier le contrôle des émissions de composés organiques volatils de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FUJI SEAL FRANCE SAS
- 77 route de Luxeuil BP 31 70220 Fougerolles-Saint-Valbert

- Code AIOT : 0005901149
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans l'impression par héliogravure de films plastiques destinés à l'habillage de produits pour la grande distribution.

Le site relève de la directive sur les émissions industrielles (IED) du fait d'une consommation de solvants organiques supérieure à 200 t/an (BREF STS).

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	PGS	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 8.2.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Emissions de COV	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 3.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	24 mois
6	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 7.5.3	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesures de bruit	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 6.1.2 et 6.2.2.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Liste des installations classées	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 1.2.1	/	Sans objet
4	VLE dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 3.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a montré que les émissions diffuses de composés organiques volatils (COV) ne respectent pas la valeur limite d'émission, avec une forte augmentation des émissions en 2024 par rapport à 2023, non expliquée à ce jour.

L'exploitant doit mettre en œuvre un plan d'actions afin :

- d'une part de comprendre la dégradation des performances de son site,
- et d'autre part de définir les actions correctives visant à diminuer ces émissions diffuses (en particulier via une meilleure captation des COV émis afin de permettre leur destruction par l'oxydateur thermique du site).

Concernant les autres sujets abordés lors de l'inspection, il a été constaté un retour à la conformité concernant les émissions sonores et une non-conformité concernant l'absence de rétention pour un stockage extérieur de solvants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 6.1.2 et 6.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2025
Prescription contrôlée : <p>Le respect des critères d'émergence ainsi définis conduit à fixer, à la date du présent arrêté, des niveaux de bruit maximum en limite de propriété de l'établissement, installations en fonctionnement, aux emplacements repérés à l'annexe du présent arrêté selon le tableau ci-dessous :</p> <p>L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et au minimum tous les cinq ans, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Ces mesures destinées, en particulier, à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations aux emplacements 1, 2, 3 et 4 du plan joint en annexe.</p> <p>Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Tout constat de dépassement de ces niveaux, notamment à l'occasion des mesures prévues au présent article, devra être complété d'une vérification de l'émergence engendrée par l'établissement dans les zones à émergence réglementée.</p>

Constats :

L'exploitant a réalisé des travaux au niveau de l'oxydateur thermique. Un mur anti-bruit (réalisé à l'aide d'un matériau acoustique spécifique, par un prestataire spécialisé) a ainsi été construit autour du ventilateur.

L'exploitant a également modifié le câblage électrique au niveau d'un extracteur près du point de mesure n°1.

Une nouvelle mesure des niveaux sonores a été réalisée les 17 et 18 septembre 2025. Les valeurs en limites de site sont conformes vis-à-vis des valeurs applicables.

Le constat de la précédente inspection est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PGS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 8.2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 30/09/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de mettre en place un plan de gestion des solvants.

Constats :

L'exploitant a déposé sur la plateforme GEREPE les plans de gestion des solvants (PGS) pour les années 2023 et 2024. Les résultats des PGS sont les suivants :

Quantités de solvants en tonnes	PGS 2023	PGS 2024
I1 : Quantité de solvants achetée et utilisée	451,45	426,36
I2 : Solvants recyclés en interne	20,16	37,35

O1 : Émissions canalisées	1,6	11,93
O 4 : Émissions atmosphériques non captées	106,47	217,19
O5 : Quantité de solvants détruite dans l'oxydateur	311,23	181,11
O6 : Quantité de solvants dans les déchets	12,01	5,2
O7 : Quantité de solvants dans les préparations vendues	20,16	10,95
O8 : Solvants récupérés pour régénération externe	0	0
C : Consommation de solvants	451,45	426,36
I : Utilisation de solvants	471,6	463,71
Émissions diffuses	106,47 soit 22,6 % de I1+I2	217,19 soit 46,8 % de I1+I2
Émissions totales	108,05	229,11

Le PGS montre une forte augmentation des rejets diffus due principalement à une forte baisse de la quantité de solvants détruite dans l'oxydateur thermique.

L'évaluation du flux O5 est faite par la réalisation d'une mesure des flux de COV en entrée et en sortie de l'oxydateur thermique sur 24h, et d'une comparaison de ces flux avec la quantité de solvants utilisée par l'exploitant durant la même période.

Cette campagne de mesure est réalisée selon une journée représentative de la production du site selon l'exploitant.

Pour 2023, la quantité de COV captée et envoyée à l'oxydateur correspond à 69,3 % des solvants utilisés sur les lignes d'impression. Ce ratio est seulement de 42,8 % en 2024.

L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas modifié ses installations et n'explique pas cette baisse du taux de captation des COV. L'inspection s'interroge sur d'éventuelles modifications des taux de recyclage d'air (dans l'intégralité de l'enveloppe des bâtiments qui contiennent notamment les

chaînes d'héliogravure : une arrivée d'air extérieur insuffisante, pourrait « contrarier » l'aspiration par les dispositifs de captation des COV au plus près des chaînes d'héliogravure) pour gagner en efficacité énergétique, ou des mesures liées au risque incendie. En revanche, l'exploitant a indiqué que l'extraction d'air au niveau des machines s'arrêtait quand celles-ci étaient à l'arrêt (asservissement du ventilateur d'extraction aux moteurs des rotatives).
L'exploitant a présenté lors de l'inspection le rapport présentant le taux de captation des COV mesuré en 2025. Celui-ci est de 55,8 %.

Lors de l'inspection, l'exploitant a fait part de ses interrogations quant à un possible changement de méthode dans le calcul du PGS, mais sans apporter d'éléments concrets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit consulter le prestataire réalisant le PGS concernant un éventuel changement de méthode de calcul du PGS.

L'exploitant doit également s'assurer de la justesse des données de consommation de solvants utilisées pour le calcul du taux de captation de l'oxydateur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Liste des installations classées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, ICPE

Prescription contrôlée :

Tableau de nomenclature :

Rubrique	Régime	Nature et volume des activités
4331. Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	DC (déclaration avec contrôle)	Stockage de 97t (encres et solvants)

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, le bilan des stocks de solvants a été consulté. La quantité stockée est inférieure à 97 t.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : VLE dans les rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 3.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tableau des VLE, en particulier : - COV : 50 mg/m³- NOx : 100 mg/m³- CO : 100 mg/m³ <i>A noter que la valeur limite d'émission applicable à partir du 9 décembre 2024 sur les COVT est de 20 mg eqC/Nm³ et non plus 50 mg eqC/Nm³ en application des conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF traitement de surface avec solvants. Cette limite est en particulier applicable à la mesure réalisée en 2025.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport des mesures des rejets atmosphériques en sortie de l'oxydateur thermique réalisées par le laboratoire CERECO (laboratoire agréé) les 3 et 4 juin 2025 (mesures sur une durée de 24h). Les concentrations mesurées sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • COVT : 18,4 mg eqC/Nm³ • NOx : 0,5 mg/Nm³ • CO : 65,8 mg/Nm³ <p>Le rapport des mesures pour l'année 2024 (mesures réalisées les 15 et 16 mai 2024) présente les résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • COVT : 6,7 mg eqC/Nm³ • NOx : 0 mg/Nm³ • CO : 18 mg/Nm³ <p>Les résultats des mesures faites en 2025 et 2024 sont inférieures aux valeurs limites d'émission. On note toutefois une augmentation des valeurs mesurées en COVT et en CO entre 2024 et 2025. Le rendement d'épuration des COV est de 99,5 % en 2023, de 99,25 % en 2024 et 99 % en 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit rester vigilant concernant le maintien des performances de l'oxydateur thermique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Emissions de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Valeurs en flux
Constats : <p>Les éléments du plan de gestion de solvants montrent le respect du flux annuel pour les effluents canalisés (1,6 t en 2023 et 11,93 en 2024 pour un flux maximum de 19 tonnes).</p> <p>En revanche, le pourcentage d'émissions diffuses en 2023 et 2024 est respectivement de 22,6 % et 46,8 %, ce qui est supérieur à la valeur autorisée de 20 % dans l'arrêté préfectoral, cette valeur étant réduite à compter de l'année 2025 à 12 % du fait de l'application des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques (prescriptions figurant dans l'arrêté ministériel du 03/02/22 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 et 3710 de la nomenclature ICPE).</p> <p>L'exploitant doit donc mettre en place un plan d'actions afin d'identifier les origines de ces émissions diffuses (et les causes de leur augmentation) et de mettre en place les mesures permettant de les réduire drastiquement.</p> <p>Plusieurs pistes ont été évoquées lors de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le raccordement des émissions de la machine à laver et du distillateur vers l'oxydateur thermique pour le traitement de ces rejets. Cette action est budgétisée pour T1 2026 • L'amélioration de la captation des émissions provenant des machines d'impression vers l'oxydateur thermique. Ce poste est critique et constitue le potentiel de réduction des émissions diffuses le plus important. L'exploitant prévoit de consulter les fournisseurs des machines d'impression et de l'oxydateur thermique. • L'amélioration des conditions aérauliques dans les halles d'impression. Il est constaté une concentration importante en COV dans l'air ambiant. Un devis a été demandé à un prestataire pour améliorer la connaissance de l'aéraulique de ces locaux. L'exploitant regarde également à augmenter l'apport d'air neuf au niveau des centrales de traitement d'air. Ces actions ont pour objectif la diminution de la concentration en COV dans l'air ambiant vis-à-vis des conditions de travail. Leur impact sur les émissions de COV dans l'environnement est incertain. Il n'apparaît pas impossible qu'un déséquilibre entre l'air extrait (par les dispositifs d'aspiration de COV) et l'air neuf injecté via les centrales de traitement d'air soit à l'origine d'une diminution de la performance d'aspiration. • Diverses améliorations et bonnes pratiques telles que la mise en place de couvercles plus efficaces sur les contenants d'encres et de solvants, et la captation de zones de nettoyage d'outils. Les réductions attendues d'émissions diffuses sont plus faibles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit mettre en place des actions visant à comprendre l'origine des émissions diffuses de COV, et leur augmentation, provenant de ses activités, et des mesures de réduction de ces émissions afin d'atteindre l'objectif de 12 % de la quantité de solvants utilisée.</p>

<p>La priorité doit être mise sur le raccordement de la machine à laver et du distillateur vers l'oxydateur thermique afin d'assurer le traitement des rejets atmosphériques, et sur l'amélioration de la captation des COV au niveau des machines d'impression et de leur acheminement vers l'oxydateur thermique.</p> <p>L'exploitant transmettre son plan d'actions à l'inspection et un bilan intermédiaire sera réalisé mi-2026.</p> <p>Des mesures plus fréquentes, qu'une seule mesure annuelle, du taux de captation de l'oxydateur pourront être réalisées afin d'évaluer l'efficacité des actions correctives mises en œuvre, ou la validation d'hypothèses sur l'origine de la dégradation du taux de captation (mesures dans différentes conditions aérauliques vis-à-vis des entrées d'air neuf dans les bâtiments par exemple).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 24 mois

N° 6 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2005, article 7.5.3
Thème(s) : Situation administrative, ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des récipients ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; • dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidage par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites selon les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite. [...]</p>
Constats :

L'exploitant dispose de deux cuves de solvants aériennes situées à l'extérieur des locaux. Ces cuves ne disposent pas de rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place une rétention adaptée pour les 2 cuves de solvants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois